

# Pas de nouveau centre d'enfermement ni à Pessac, ni à Mérignac, ni ailleurs

## Ensemble contre le centre de rétention, une prison qui ne dit pas son nom

Nous ne voulons pas d'un nouveau Centre de Rétention Administrative, ni à Pessac, ni ailleurs.

**Le gouvernement souhaite construire un nouveau CRA dans la région bordelaise.**

Interpellées dans la rue, à leur domicile, au travail, à la frontière, **ces personnes étrangères n'ont pas pu obtenir de titre de séjour - ce qui ne constitue pas un délit** (décision de la Cour de Justice de l'Union Européenne de 2011) : elles sont pourtant enfermées dans ces lieux de privation de liberté. Nous ne cautionnons pas cet enfermement qui détruit les personnes venues chercher une vie plus sûre.

## Ensemble, nous dénonçons les atteintes graves aux droits fondamentaux

Cet enfermement s'accompagne d'isolement, d'un manque chronique d'hygiène, de difficultés d'accès aux soins...\* Les conditions de rétention et la perspective d'une expulsion poussent parfois au suicide (en 2021 : 22 novembre à Rouen, 25 mars et 15 décembre à Bordeaux...). **Cette réclusion est d'autant plus difficile pour les personnes les plus vulnérables, les personnes âgées, les malades, les femmes enceintes et les enfants.** La France a été condamnée à plusieurs reprises par la Cour Européenne des Droits de l'Homme notamment pour l'enfermement des enfants.

\* En témoignent, année après année, les rapports d'activité publiés par le Contrôleur général des lieux de privation de liberté.

## Ensemble, nous disons non à une politique répressive d'enfermement

Son objectif est assumé : la rétention devient l'instrument privilégié d'une politique migratoire toujours plus répressive à l'égard des personnes en exil.

Chaque année, près de 50 000 personnes sont concernées. **La France est le pays qui enferme le plus de personnes étrangères en Europe.** Cette politique se poursuit, et en janvier, un nouveau CRA a ouvert à Lyon. Trois autres constructions sont aussi prévues près d'Orléans, en région parisienne et donc en région bordelaise, où le **CRA devrait être construit d'ici octobre 2023** (un projet estimé à plus de 23 millions d'euros)

## Ensemble, mobilisons-nous !

Premiers signataires : AC! Gironde, AREVE, Association des cercles de voisins du CRA de Corbarrieu (Toulouse), ASTI Bordeaux, CCFD Terre Solidaire, Cercle libertaire Jean Barrué, CLAP 33, CNT-SO, CNT-Gironde, Collectif Bienvenue, Collectif jaunes etc 33, Collectif pour l'égalité des droits, DAL33, EELV 33, Ensemble !33, Faire et Agir, France insoumise 33, FSU33, Génération-S, La Cimade, LDH 33, LDH Bègles, Maraude du cœur Bordeaux, Médecins du monde Aquitaine, NPA 33, PCF 33, PCOF 33, RESF, Révolution permanente, SolEx Pessac, SOS Racisme, SUD Santé sociaux 33, Union syndicale Solidaires 33, Tremplin Gironde, UCL 33, UL CGT de Pessac

Nous contacter : [antica-mobilisation@riseup.net](mailto:antica-mobilisation@riseup.net)